



Jerzy Buzek ouvre le débat sur une Communauté européenne de l'énergie

- La crise du gaz pendant l'hiver 2008-2009 a mis en relief la dépendance énergétique de l'Europe.
- Une Communauté européenne de l'énergie permettrait de sécuriser l'approvisionnement et de réaliser des économies d'échelle.

« Les citoyens européens ne comprennent pas toujours la géopolitique mais ils comprennent quand leur chauffage est éteint ». En quelques mots, le Président du Parlement européen, Jerzy Buzek, esquisse ce que la sécurité énergétique représente pour les Européens. Il plaide pour une Communauté européenne de l'énergie entre des Etats volontaires. Elle permettrait de faire baisser les prix et de développer la recherche sur les énergies renouvelables.

L'idée d'une Communauté européenne de l'énergie avait été lancée le 5 mai dernier par Jerzy Buzek lui-même et Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne. Elle faisait suite à un rapport publié par *Notre Europe*, un important groupe de réflexion sur les affaires européennes.

Ce projet a été présenté par le Président du Parlement européen aux députés des commissions parlementaires de l'industrie et de l'environnement les 1er et 3 juin. « *Il y a 60 ans, la première communauté européenne de l'énergie a été fondée. Pour nos grands-parents, il s'agissait de charbon et d'acier. Aujourd'hui, il est nécessaire de continuer avec une perspective plus large* », a-t-il expliqué.

L'union fait la force

Les avantages d'une Communauté européenne de l'énergie seraient nombreux, selon M. Buzek. Par exemple, l'achat en commun de gaz ou de pétrole renforcerait la position de l'Union européenne lors des négociations, permettant de faire baisser les prix. En coordonnant les investissements dans les réseaux de distribution d'énergie, des économies d'échelle pourraient être réalisées. Des fonds seraient ainsi débloqués pour la recherche sur les énergies renouvelables et l'efficacité des énergies fossiles.

Une telle Communauté, si elle est difficilement envisageable à 27 Etats membres, pourrait tout d'abord être créée pour un groupe réduit de minimum neuf Etats. Cette « coopération renforcée » est prévue par le Traité de Lisbonne. Les autres Etats pourraient ensuite les rejoindre quand ils le souhaitent, selon Jerzy Buzek.

Quelques critiques mais un climat général positif

L'initiative de Jerzy Buzek a reçu un accueil enthousiaste de la part des députés de la commission de l'environnement. En commission de l'industrie et de l'énergie, les réactions ont été plus mitigées.

Le Lituanien Zigmantas Balčytis (Socialistes et démocrates) met ainsi en doute l'idée d'une coopération renforcée car il « *ne croit pas à une Europe à deux vitesses* ». Pour le Britannique Giles Chichester (Conservateurs et réformateurs européens), il faut d'abord laisser le temps aux Etats de mettre en œuvre les mesures législatives européennes sur l'énergie

Story

avant de continuer : « *Nous risquons sinon de bloquer le processus au lieu de l'accélérer* ». Le Vert français Yannick Jadot demande quant à lui que les priorités soient un peu plus précises, notamment en ce qui concerne la recherche.

Gageons que comme pour tous les grands projets, l'idée mettra un peu de temps à faire son chemin mais qu'elle s'imposera naturellement.

Les 7 et 8 juin, une rencontre interparlementaire sera organisée sur ce sujet.